

MAIRIE

d e

LE TOURNE

33550

EXTRAIT DU REGISTRE

D E S D E L I B E R A T I O N S

D U C O N S E I L M U N I C I P A L

L'an deux mille quatre, le trente du mois de septembre, à dix neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de LE TOURNE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. LARRIEU-MANAN, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 14.

PRESENTS : MM. LARRIEU-MANAN. GOYON. AGULLANA. HEBRARD. LUSSIN. GRELOT. TECHOUHEYRES. BRIDONNEAU. DORDIGUE. SONNET. FERRANE.

PROCURATION de M. BIGOT à M. LARRIEU-MANAN.

ABSENTS : M. MORIN. Mme MOREAU.

CONVOCATION du 25/09/2004.

SECRETAIRE : M. HEBRARD.

APPROBATION DE LA REVISION DU P.L.U.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-10, L.123-13, R.123-13, R.123-19, R.123-24 et R.123-25,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 18 septembre 1997 prescrivant la révision du P.O.S. approuvé le 7 mars 1998,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 18 octobre 2001 confirmant la poursuite de la procédure pour élaborer un plan local d'urbanisme (P.L.U.) et précisant les modalités de la concertation,

Vu le débat du Conseil Municipal en date du 17 octobre 2002 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2003 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision du P.L.U.,

Vu l'arrêté municipal en date du 16 février 2004 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision du P.L.U.,

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur,

Entendu l'exposé du Maire,

Considérant que d'une part, les observations formulées par l'Etat, les autres personnes publiques et organismes consultés par le maire, et d'autre part, les résultats de l'enquête publique nécessitent d'apporter au projet de révision du P.L.U. des modifications ne remettant pas en cause son économie générale

Considérant que l'ensemble des remarques formulées par l'Etat et les personnes publiques associées lors de l'enquête publique et les modifications apportées est inséré dans deux documents synthétiques du P.L.U. intitulés :

- Avis de l'Etat
- Compte rendu de l'enquête publique,

Considérant que le projet de révision du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré,

- décide d'approuver à l'unanimité le dossier de révision du P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le P.L.U. révisé est tenu à la disposition du public à la Mairie de Le Tourne aux heures et jours habituels d'ouverture.

La présente délibération et les dispositions résultant de la révision du P.L.U. ne seront exécutoires qu'après transmission au Préfet et accomplissement des mesures de publicité visées ci-dessus.

Pour copie conforme,

Fait à LE TOURNE le 1er octobre 2004.

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en Préfecture le 29 octobre 2004.

Publié le 29 octobre 2004.

*Po/ Le Maire,
L'Adjoint Délégué*



S. GUYON

MAIRIE

de

LE TOURNE

33550

EXTRAIT DU REGISTRE

D E S . D E L I B E R A T I O N S

D U C O N S E I L M U N I C I P A L

L'an deux mille six, le douze du mois de janvier, à dix huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de LE TOURNE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. LARRIEU-MANAN, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 14.

PRESENTS : MM. LARRIEU-MANAN. GOYON. AGULLANA. GRELOT. MORIN. HEBRARD. LUSSIN. TECHOUEYRES. BRIDONNEAU. DORDIGUE. SONNET.

PROCURATION : M. MORIN à Mme GOYON, M. BIGOT à M. GRELOT. M. FERRANE à M. LARRIEU-MANAN. ABSENTE : Mme MOREAU.

CONVOCAION du 05/01/2006.

SECRETAIRE : M. HEBRARD.

APPROBATION DE LA MODIFICATION DU P.L.U.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.123-10, L.123-13, R.123-19, R.123-24, R.123-25,

Vu la délibération en date du 30 septembre 2004 ayant approuvé le Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté municipal en date du 26 octobre 2005 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du P.L.U.,

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Considérant que les résultats de ladite enquête ne justifient pas de modification du projet de modification du P.L.U.,

Considérant que le projet de modification du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré,

- **décide d'approuver le dossier de modification du P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente.**

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la Mairie de LE TOURNE aux heures et jours habituels d'ouverture.

La présente délibération et les dispositions résultant de la modification du P.L.U. ne seront exécutoires qu'après transmission au Préfet et accomplissement des mesures de publicité.

Pour copie conforme,

Fait à LE TOURNE le 14 janvier 2006.

Certifié exécutoire compte tenu de la

réception en Préfecture le

Publié le 14 janvier 2006.



Le Maire

J. Louis LARRIEU-MANAN

MAIRIE
de
LE TOURNE

33550

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-trois, le trois du mois de juillet, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du TOURNE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Marie-Claude AGULLANA, Maire.

Date de convocation : 26 juin 2023

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 11

Nombre de conseillers municipaux présents : 7

PRESENTS : MM. Marie-Claude AGULLANA, Xavier BARRABES, Anaïs BOUTERET, Emmanuel BUVAT, Fanny BREAUD, Franck OLIVAUD, Marion SPARIAT

ABSENTS ayant donné PROCURATION : Marion MARTRET à Fanny BREAUD

ABSENTS : Stéphane GRAS, Christophe HELLIES, Didier DAUPHIN

SECRETAIRE DE SEANCE : Les conseillers présents représentant la majorité des membres en exercice qui sont au nombre de 11, il a été procédé, conformément à l'article L 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil Municipal. Monsieur Franck OLIVAUD a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Après appel des membres du conseil municipal, le quorum étant atteint, Madame le Maire ouvre la séance à 18 heures 30.

Délibération n° 2023-07-04

PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION DU PLU ET DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION

Exposé

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.103-2 relatif à la participation du public et à la concertation,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R.104-33 à R.104-37 relatif à l'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.153-38,

Vu l'article L.103-4 du Code de l'urbanisme qui précise que les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de l'aire métropolitaine bordelaise approuvé par délibération du Comité Syndical du SYSDAU en date du 13/02/2014,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLU) de la commune de Le Tourne approuvé par délibération du conseil municipal en date du 30/09/2014,

Considérant la nécessité de procéder à une évolution du document d'urbanisme dans la cadre de cette modification dont l'objet portera plus précisément sur :

- le règlement écrit et graphique avec :
 - o le classement de parcelles situées dans le secteur Bas Plantey en les faisant passer de la zone UC à un secteur UAs nouvellement créé pour la création de logements collectifs,
 - o le classement de parcelles situées dans le secteur Moulin Carreyre en les faisant passer de la zone US au secteur UAs nouvellement créé et en zone N,
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation : définition de principes d'aménagement pour les secteurs concernés
- le rapport de présentation en conséquence des modifications précitées,

Considérant la nécessité de procéder à une évolution du document d'urbanisme par une modification du PLU de Le Tourne,

Considérant la présence d'un site Natura 2000 FR7200700 « LA GARONNE EN NOUVELLE AQUITAINE » sur le territoire,

Considérant la nécessité de saisir de l'autorité environnementale concernant la procédure d'examen au cas par cas réalisée par la personne publique responsable pour la procédure de modification du PLU,

Considérant que la procédure adaptée pour procéder aux adaptations réglementaires et techniques du Plan Local d'Urbanisme sur ce secteur rentre dans le champ d'application de la modification, fixé à l'article L. 153-41 du Code de l'urbanisme,

Considérant que la procédure de modification du PLU fera l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le maire,

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire qui a présenté les raisons d'engager une procédure de modification du PLU,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **PREND ACTE** de la prescription d'une procédure de modification du PLU de Le Tourne qui a pour objectif de modifier les règlements écrit et graphique et les orientations d'aménagement et de programmation dans les conditions mentionnées précédemment,
- **DECIDE** de favoriser la participation des habitants en recueillant tous les avis et observations durant la période de concertation, du 1er octobre 2023 au 31 octobre 2023,
- **DEFINIT** les modalités de concertation suivantes :
 - o Mise à disposition à la mairie de Le Tourne de documents présentant le projet d'évolution du document d'urbanisme
 - o Ouverture d'un cahier d'observation mis à disposition à la mairie de Le Tourne
 - o Recueil des contributions écrites de la population par courrier ou mail à l'adresse suivante : plu@letourne.fr à l'attention de Madame le Maire de Le Tourne

A l'issue de l'enquête publique, le Conseil Municipal sera appelé à délibérer sur le projet de modification, éventuellement amendé pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

Nombres d'élus présents : 7

Nombre de votants : 8 (dont 1 procuration)

Pour : 8

Contre : 0

Abstention : 0

Envoyé en préfecture le 06/07/2023

Reçu en préfecture le 06/07/2023

Publié le

ID : 033-213305345-20230703-DCM20230704-DE

S²LO
2023/189

Le Maire,

. certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,
. informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Pour copie conforme,

Certifié exécutoire compte tenu de la
réception en Préfecture et de la publication

Le Maire,

Marie-Claude AGULLANA



MAIRIE
de
LE TOURNE

33550

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le trois du mois d'avril, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune du TOURNE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Marie-Claude AGULLANA, Maire.

Date de convocation : 27 mars 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Nombre de conseillers municipaux présents : 14

PRESENTS : Marie-Claude AGULLANA, Xavier BARRABES, Stéphane GRAS, Anaïs BOUTERET, Christophe HELLIES, Emmanuel BUVAT, Franck OLIVAUD, Marion SPARIAT, Françoise DUTRENIT, Philippe BERTHEAU, Denis LACOSTE, Michelle GRIMEAU, Michel TAILLET

ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Fanny BREAUD à Xavier BARRABES, Marion MARTRET à Franck OLIVAUD

SECRETAIRE DE SEANCE : Les conseillers présents représentant la majorité des membres en exercice qui sont au nombre de 15, il a été procédé, conformément à l'article L 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil Municipal. Madame Anaïs BOUTERET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Après appel des membres du conseil municipal, le quorum étant atteint, Madame le Maire ouvre la séance à 19 heures.

Délibération n°2024-04-12

PROCEDURE DE MODIFICATION N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LE TOURNE - DELIBERATION MOTIVEE DECIDANT DE NE PAS REALISER UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE SUR AVIS CONFORME DE LA MRAe

Le Groupe Transparences et Perspectives a déposé un amendement.

- L'exposé oral du contenu des amendements et de leurs justifications sera fait avant le vote sur le projet de délibération concerné.
- L'amendement sera mis en discussion.
- Il fera l'objet d'un vote.
- En fonction du vote, la délibération sera exposée

Madame le Maire présente l'amendement.

PROPOSITION AMENDEMENT

Madame la Maire,

Tant en application des dispositions de l'article L 2121-19 du Code Général des Collectivités Territoriales que de la délibération n° 2021-024 de la séance du conseil municipal du 21 avril 2021,

Les élus de la minorité proposent l'amendement suivant.

Vous proposez lors du conseil du 03 avril 2024, l'adoption de la délibération suivante :

Point 14 : procédure de modification N° 3 du plan local d'urbanisme de la commune de Le Tourne-
délibérations motivées décident de ne pas réaliser une évaluation environnementale sur l'avis conforme de la MRAe.

Nous constatons les points suivants :

- L'avis de la MRAe a été donné sur la consultation de la saisine que vous avez transmise le 23 janvier 2024.
Ce document présente plusieurs incohérences, qui ne permet pas une étude correcte de la modification du PLU envisagé.
- L'article 4.2.3, concerne le PADD, le document de saisine indique que le PLU a été approuvé en 2004 avant la loi alur de 2014.
Or, une modification du PLU en 2019 imposait déjà l'insertion du PADD dans ce dernier.

- De plus dans l'annexe 3 du projet de modification,
L'agence Métaphore inscrit les termes suivants :
Aucune incidence, compte tenu du fait qu'aucune espèce faisant l'objet d'un PNA en Nouvelle-Aquitaine n'a été identifiée sur le territoire de la commune de Le Tourne.

Cette affirmation est donc fausse, au vu de l'étude du 30 juin 2021 de l'agence SIMETHIS, effectuée sur la commune et qui met en avant la présence d'espèces protégées par un plan national. (Sur les terrains adjacents)

Conclusion :

Pour ces divers motifs et pour une bonne étude du projet de modification du PLU, je demande qu'une étude environnementale soit réalisée sur les secteurs concernés.

Groupe Transparence et Perspectives

L'amendement peut être adopté en totalité ou partiellement, rejeté ou renvoyé en commission. Dans ce dernier cas, l'adoption de la délibération à laquelle il est lié doit également être reportée.

Cet amendement est soumis au vote et est rejeté à la majorité des voix : 10 voix contre et 5 voix pour (Françoise DUTRENIT, Philippe BERTHEAU, Denis LACOSTE, Michelle GRIMEAU, Michel TAILLET)

Exposé

Madame le Maire donne la parole à Monsieur Xavier BARRABES.

Par délibération du 3 juillet 2023, le Conseil Municipal de Le Tourne a engagé une procédure de modification n°3 du PLU pour répondre aux besoins de mixité urbaine et sociale du parc de logement communal et permettre la réalisation d'un programme de logements sociaux et intermédiaires dans les secteurs de Bas Plantey et de Moulin Carreyre.

En application des dispositions du code de l'environnement et du code de l'urbanisme, en cas de modification d'un Plan Local d'Urbanisme, la personne publique responsable de la procédure peut décider de :

- réaliser une évaluation environnementale ;
- ou ne pas réaliser une évaluation environnementale si elle estime que cette évaluation n'est pas nécessaire. Dans ce cas, la personne publique doit saisir l'autorité environnementale pour avis conforme, puis confirmer sa décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale par délibération motivée.

Conformément aux textes précités, le 23 janvier 2024, la commune de Le Tourne a transmis à l'Autorité environnementale le dossier de consultation permettant de recueillir son avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Ce dossier comporte notamment l'exposé mentionné au 2° de l'article R. 104-34 du code de l'urbanisme, à savoir :

➤ les caractéristiques principales du document d'urbanisme en cause :

« Le Plan Local d'Urbanisme concerné par la présente modification a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2004.

Il a fait l'objet d'une 1^{ère} modification qui a été approuvée le 12 janvier 2006 puis d'une 2^{nde} modification qui a été approuvée le 27 novembre 2019.

Celui-ci n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration ni de ses modifications. »

➤ l'objet de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme :

« La modification n°3 du PLU de Le Tourne concerne :

- o le règlement écrit et graphique avec :
 - le classement de parcelles situées dans le secteur Bas Plantey en les faisant passer de la zone UC à un secteur UAs nouvellement créé pour la création de logements sociaux.
 - le classement de parcelles situées dans le secteur Moulin Carreyre en les faisant passer de la zone US au secteur UAs nouvellement créé et en zone N.
- o les Orientations d'Aménagement et de Programmation : définition de principes d'aménagement pour les secteurs concernés
- o le rapport de présentation en conséquence des modifications précitées.

➤ les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure de modification n°3 du PLU :

« Les secteurs concernés par la procédure de modification n°3 du PLU ne font pas l'objet de protections paysagères, environnementales, patrimoniales remarquables de type Natura 2000, ZNIEFF, ENS, zones humides, trames vertes et bleues, EBC, monuments historiques, sites inscrits et classés, etc...

➤ les raisons pour lesquelles le projet de modification n°3 du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale :

- o La modification n°3 du PLU a été engagée pour répondre à un besoin de renforcement de la mixité urbaine et sociale dans le parc de logements de la commune et dont l'objet portera par conséquent par :
 - le classement de parcelles situées dans le secteur Bas Plantey en les faisant passer de la zone UC à un secteur UAs nouvellement créé pour la création de logements sociaux ou intermédiaires
 - le classement de parcelles situées dans le secteur Moulin Carreyre en les faisant passer de la zone US en secteur UAs nouvellement créé et en zone N.
- o Les secteurs UAs nouvellement créés sont actuellement classés en zone urbaines dans le PLU actuellement opposable (respectivement UC et US), et qu'à ce titre, les effets de la modification du PLU contribueront à promouvoir un principe de renouvellement urbain plutôt que d'extensions urbaines générateur de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers (NAF).

- o Dans les secteurs UAs, toutes les installations ou constructions nouvelles devront obligatoirement être raccordées au réseau public d'eaux usées.
- o A travers le reclassement en secteurs UAs des secteurs de Plantey et de Moulin Carreyre, la modification n°3 du PLU a pour objectif de renforcer la modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers (NAF) et d'inscrire le territoire dans une trajectoire de sobriété foncière conformément aux objectifs de la loi Climat et Résilience.

Par ailleurs, la modification n°3 du PLU aura pour objet de déclasser une partie de la zone US de Moulin Carreyre en zone N inconstructible.

- o Les secteurs concernés par la modification n°3 du PLU ne se situent pas au sein :
 - D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L.414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)
 - D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L.331-2 du code de l'environnement
 - D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L.332-1 et des articles L.332-16 à L.332-18 du code de l'environnement
 - D'un site inscrit ou classé en application des articles L.341-1 et L.341-2 du code de l'environnement
 - D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L.631-1 et L.632-2 du code du patrimoine
 - D'une zone humide prévue à l'article L.211-1 du code de l'environnement
 - D'une trame verte et bleue prévue à l'article L.371-1 du code de l'environnement
 - D'une ZNIEFF prévue à l'article L.411-1 A du code de l'environnement
 - D'un espace naturel sensible prévu à l'article L.113-8 du code de l'urbanisme
 - D'un espace boisé classé prévu à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L.141-1 du code forestier
 - D'un espace boisé classé prévu à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L.141-1 du code forestier

Par décision du 18 mars 2024, la MRAe a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de procéder à une évaluation environnementale.

Pour donner suite à cet avis conforme, l'objet de la présente délibération est de confirmer de façon motivée la décision de la commune de Le Tourne de ne pas réaliser une évaluation environnementale.

Ces motifs sont les suivants :

- incidences du projet non significatives sur l'environnement ;
- l'évolution du zonage des secteurs de Moulin de Carreyre et de Bas Plantey ne modifie pas la vocation initiale de ces secteurs qui sont actuellement constructibles (respectivement classés en zone US et UC)
- aucune nouvelle zone constructible n'est créée ou ouverte ;
- déclassement d'une partie de la zone US de Moulin Carreyre en zone N inconstructible.
- l'adaptation du règlement, des Orientations d'Aménagement et de Programmation et du zonage du PLU ne présente aucune incidence notable sur l'environnement et la santé humaine.

Délibération soumise au vote

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-31 à L.153-36 relatifs à la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.104-1 et suivants ainsi que le R.104-33 à R.104-37 relatifs à l'évaluation environnementale

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Le Tourne approuvé par délibération du Conseil municipal du 30 septembre 2004, ayant fait l'objet de deux modifications approuvées le 12 janvier 2006 et le 27 novembre 2019

Vu la délibération du Conseil Municipal de Le Tourne du 3 juillet 2023 portant engagement d'une procédure de modification du PLU

Vu l'avis conforme du 18 mars 2024 de la MRAe,

Considérant que le 18 mars 2024, l'Autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la procédure décrite ci-avant

Considérant que par la présente délibération motivée, en application des dispositions des articles R.104-37 et R.104-33 du code de l'urbanisme, la commune de Le Tourne entend confirmer sa volonté de ne pas réaliser une évaluation environnementale pour la procédure de modification n° 3 du PLU présentée ci-avant, en raison des motifs exposés ci-dessus et dès lors qu'il résulte du dossier de saisine de l'Autorité environnementale que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement

Considérant que la présente délibération sera annexée au dossier d'enquête publique

Il est précisé que les documents suivants ont été mis à disposition des conseillers municipaux le 28 mars 2024 à savoir :

- o La convocation au Conseil municipal du 27 mars 2024
- o L'ordre du jour de la séance du Conseil municipal du 3 avril 2024
- o Le dossier de saisine de la MRAE contenant les motifs de non-réalisation d'une étude environnementale pour la modification n°3 du PLU
- o L'avis conforme de la MRAe (*annexe n°1 de la délibération*)

Au vu de ce qui précède,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à la majorité,

DECIDE

- **DE CONFIRMER** sa volonté de ne pas réaliser une évaluation environnementale sur la procédure de modification n°3 du PLU présentée ci-avant, pour les motifs exposés ci-dessus et dès lors qu'il résulte du dossier de saisine de l'Autorité environnementale que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son délégataire à prendre toutes les décisions nécessaires à la suite de la conduite des études et de la procédure de modification n° 3 du PLU
- **En application** des articles R.104-37 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée en mairie de Le Tourne pendant une durée d'un mois ; elle sera publiée, et mention de ces affichages sera insérée dans un journal diffusé dans le département. Il est précisé que le dossier peut être consulté à la mairie de Le Tourne, aux heures et jours habituels d'ouverture.

Envoyé en préfecture le 05/04/2024

Reçu en préfecture le 05/04/2024

Publié le

ID : 033-213305345-20240403-DCM20240412-DE



Nombres d'élus présents : 13

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations)

Pour : 10

Contre : 5 (Françoise DUTRENIT, Philippe BERTHEAU, Denis LACOSTE, Michelle GRIMEAU, Michel TAILLET)

Abstention : 0

**Le Maire,
Marie-Claude AGULLANA**



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité
environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine relatif
au projet de modification n°3 du plan local d'urbanisme (PLU)
de la commune du Tourne (33)**

N° MRAe 2024ACNA26

dossier KPPAC-2024-15360

**Avis conforme rendu
en application du deuxième alinéa de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment son article R. 104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 relatif à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret n°2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 2 juin 2021, du 23 novembre 2021, du 16 juin 2022 et du 19 juillet 2023 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu la décision du 20 juillet 2023 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 104-33 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu le dossier fourni par la personne publique responsable enregistré sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposé par la commune du Tourne, reçu le 23 janvier 2024 relatif à la modification n°3 de son plan local d'urbanisme (PLU), en application des articles R. 104-33 deuxième alinéa à R. 104-35 du Code de l'urbanisme ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 12 février 2024 ;

Considérant que la commune du Tourne, 813 habitants en 2020 (source INSEE) sur un territoire de 249 hectares, souhaite apporter une troisième modification à son plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 30 septembre 2004 ;

Considérant que cette modification, dont l'objectif consiste à renforcer la mixité urbaine et sociale dans le parc de logements de la commune, porte sur :

- le reclassement du secteur « Moulin Carreyre », actuellement classé en zone US dédiée aux activités de loisirs, de sports et de détente, en zone naturelle N sur une superficie de 1,27 hectare, et en un zonage UAs nouvellement créé pour accueillir la construction de logements sociaux et intermédiaires, sur une surface de 1,03 hectare ;
- le reclassement du secteur « Bas Plantey », actuellement classé en zone UC d'habitat diffus, en un nouveau zonage UAs, sur une emprise de 0,53 hectare ;
- la création d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) précisant les principes d'aménagement des nouveaux secteurs UAs ;

Considérant les informations fournies par la collectivité ;

rend un avis conforme

sur **l'absence de nécessité** de réaliser une évaluation environnementale pour le projet modification n°3 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune du Tourne (33).

Conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la commune du Tourne (33) rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n°3 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune du Tourne (33) est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis fait l'objet de modifications. La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Fait à Bordeaux, le 18 mars 2024

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,

le membre délégué

Signé

Jérôme Wabinski

MAIRIE
de
LE TOURNE

33550

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre, le seize du mois d'octobre, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du TOURNE dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Marie-Claude AGULLANA, Maire.

Date de convocation : 9 octobre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Nombre de conseillers municipaux présents : 12

PRESENTS : Marie-Claude AGULLANA, Xavier BARRABES, Stéphane GRAS, Anaïs BOUTERET, Christophe HELLIES, Emmanuel BUVAT, Franck OLIVAUD, Marion SPARIAT, Françoise DUTRENIT, Denis LACOSTE, Michelle GRIMEAU, Michel TAILLET

ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Fanny BREAUD à Marie-Claude AGULLANA, Marion MARTRET à Xavier BARRABES, Philippe BERTHEAU à Michelle GRIMEAU

SECRETAIRE DE SEANCE : Les conseillers présents représentant la majorité des membres en exercice qui sont au nombre de 15, il a été procédé, conformément à l'article L 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil Municipal. Madame Anaïs BOUTERET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame le Maire ouvre la séance à 18 heures 30.

Madame le Maire indique qu'il s'agit de la deuxième convocation, le quorum n'ayant pas été atteint pour les points 3 à 10 lors de la réunion du Conseil Municipal du 25 septembre 2024.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, l'article L. 2121-17 du CGCT précise que le Conseil Municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Cette possibilité de délibérer sans condition de quorum ne s'applique que pour les questions reprises de l'ordre du jour de la première réunion qui n'avait pu se tenir faute de quorum.

Lors de la séance du Conseil Municipal du 1^{er} octobre 2024, après une levée de séance de 5mn, Madame le Maire propose le huis clos.

Sans vote du Conseil Municipal quant à cette décision, il est nécessaire de procéder à la convocation d'une nouvelle séance avec le même ordre du jour.

Délibération n° 2024-10-02

APPROBATION DE LA MODIFICATION N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur Michel TAILLET, pour le groupe Transparence et Perspectives, dépose trois amendements à la délibération.

Madame le Maire demande à Monsieur Michel TAILLET de les présenter :

AMENDEMENT 1

Amendement à la délibération approuvant la modification N°3 du plan local d'urbanisme

Madame Le maire,

Nous devons voter lors du conseil municipal du mardi 01 octobre 2024, la délibération approuvant la modification n°3 du plan local d'urbanisme.

Nous proposons l'amendement suivant pour cette délibération.

Nous constatons les points suivants.

Point 1

Article UA6 :

Autres voies :

Que les constructions devront être implantées à une distance au moins égale à 5 mètres par rapport à la limite de ces voies-là.

Nous demandons que la distance minimum de 10 mètres, soit aussi appliquer sur la limite de l'espace circulé du chemin des anges.

Point 2 :

Article UA7

Il sera ainsi précisé que les implantations de bâtiments se mesurent au nu extérieur du mur de façade, Ne comprennent pas, les débords de toiture, les dispositifs de protection contre le rayonnement solaire en saillie des façades et les dispositifs d'isolation thermique extérieure jusqu'à 30cm d'épaisseur, les balcons, les emmarchements et les acrotères.

Nous demandons la modification de cet article pour ne pas avoir des éléments de construction en saillie sur les façades, qui dépassent les limites d'implantations.

Texte proposer pour cet article :

Les implantations des bâtiments se mesurent au nu extérieur du mur de façade.

Point 3 :

Article UA12

Dans le cadre d'une opération d'aménagement ou de construction de plus de 10 logements, il sera exigé un ratio de 1 place de stationnement pour 5 logements en vue du stationnement des visiteurs.

Nous demandons la modification du texte dans ce sens :

Il sera exigé la réalisation de places de stationnement "visiteur" sur la base de 2 places pour 5 logements.

Point 4 :

Article UA13

Dans les opérations d'aménagement, un minimum de 40% de la surface du terrain doit être aménagé en espaces verts collectifs et planté avec des essences locales.

Cet article ne détaille pas le principe de l'espace vert, qui doit être libre de toute construction et revêtement.

Nous demandons que cet article tienne compte de la définition de surface en pleine terre, afin de limiter le ruissellement des eaux de pluie.

Et de préciser le type d'espace vert possible sur ce secteur.

Groupe Transparence et Perspectives

Madame le Maire demande l'avis des élus.

Puis, elle soumet l'amendement au vote du Conseil Municipal :

Nombres d'élus présents : 12

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)

Pour : 5

Contre : 10 (Marie-Claude AGULLANA, Xavier BARRABES, Stéphane GRAS, Anaïs BOUTERET, Christophe HELLIES, Emmanuel BUVAT, Fanny BREAUD, Marion MARTRET, Franck OLIVAUD, Marion SPARIAT)

Abstention : 0

L'amendement est rejeté à la majorité des voix.

AMENDEMENT 2

Amendement à la délibération approuvant la modification N°3 du plan local d'urbanisme

Madame Le maire,

Nous devons voter lors du conseil municipal du 25 septembre 2024, la délibération approuvant la modification n°3 du plan local d'urbanisme. Vous trouverez donc ci-dessous l'amendement que nous présentons au sujet de cette délibération.

Vous avez par délibération du 03 juillet 2023, engagé une procédure de modification n°3 du PLU.

Nous constatons les points suivants.

Point 1 :

Le Code de l'urbanisme fixe la procédure à mettre en œuvre.

Vous indiquez donc qu'au regard des dispositions des articles L.153-31 et L.153-36 du code de l'urbanisme, que le choix de la modification a été retenu.

Or l'article L153-31 du code de l'urbanisme oblige de faire une révision si la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables.

Vous ne respectez pas cet article, puisque vous allez modifier les orientations définies et inscrites sur le projet d'aménagement et de développement durables PLU approuvé par la délibération du 30 septembre 2004 de notre commune.

Point 2 :

Cette modification du PLU ne respecte pas non plus le SCOT de l'aire métropolitaine bordelaise, approuvé le 13 février 2014, modifié le 2 décembre 2016, 30 avril 2021, 7 avril 2023 et 12 mai 2023.

Qui précise :

Il s'agit donc de limiter le développement des communes plus éloignées tout en renforçant les centralités relais locales qui jouent un rôle essentiel dans la structuration des bassins de vie.

En conclusion :

Nous vous demandons de retirer cette délibération et d'ouvrir la procédure de révision du PLU comprenant la modification du PADD.

Groupe Transparence et Perspectives

Madame le Maire demande l'avis des élus.

Puis, elle soumet l'amendement au vote du Conseil Municipal :

Nombres d'élus présents : 12

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)

Pour : 5

Contre : 10 (Marie-Claude AGULLANA, Xavier BARRABES, Stéphane GRAS, Anaïs BOUTERET, Christophe HELLIES, Emmanuel BUVAT, Fanny BREAUD, Marion MARTRET, Franck OLIVAUD, Marion SPARIAT)

Abstention : 0

L'amendement est rejeté à la majorité des voix.

AMENDEMENT 3

Amendement à la délibération approuvant la modification N°3 du plan local d'urbanisme

Madame Le maire,

Nous devons voter lors du conseil municipal du 25 septembre 2024, la d'libération approuvant la modification n°3 du plan local d'urbanisme. Vous trouverez donc ci-dessous l'amendement que nous présentons au sujet de cette délibération.

Vous avez par délibération n° 2023-07-04 du 03 juillet 2023, engagé une procédure de modification n°3 du PLU.

Cette dernière indique les modalités de concertation, comme le demande l'article L.103-2 et suivant du code de l'urbanisme.

Vous avez décidé de favoriser la participation des habitants en recueillant tous les avis et observations durant la période de concertation, du 1^{er} octobre 2023 au 31 octobre 2023.

Vous annoncez et inscrivez que cette concertation sera faite sur les modalités suivantes :

- Mise à disposition à la mairie de Le Tourne de documents présentant le projet d'évolution du document d'urbanisme.
- Ouverture d'un cahier d'observation mis à disposition à la mairie de Le Tourne.
- Recueil des contributions écrites de la population par courrier ou mail à l'adresse suivante : plu@letourne.fr à l'attention de Madame le Maire de Le Tourne.

Nous constatons

À certaines dates, plusieurs administrés se sont rendus en mairie pour inscrire leurs doléances sur le cahier mis à disposition.

Fort de constater que ce dernier n'était pas disponible en mairie.

Ils ont donc envoyé un mail sur l'adresse indiquée sur la délibération, cette dernière ne fonctionnait pas non plus.

De plus, la concertation ne peut avoir lieu que si les administrés sont clairement informés des motivations, des avantages et finalités de cette modification va apporter à notre commune.

Les seules informations connues par les habitants sont :

Fin octobre 2023

Une lettre de réponse à un tract avec le titre suivant :

Logements Moulin Carreyre, Un projet, un calendrier et des étapes.

Le 02 novembre 2023 :

Une réunion de contre-information, à la suite du tract anonyme annonçant la destruction de notre seule salle municipale.

Novembre 2023 :

Un article sur la page 6 du magazine de la commune.

Intituler : **Projet de logements Moulin Carreyre.**

Le 05 mars 2024 :

Un article sur le site de la mairie.

Orientation d'Aménagement et de Programmation, contenant des documents téléchargeables. Annexe 1,
2, 3, 5 et 6.
Documents datés de décembre 2023.

Comme vous pouvez le constater, les dates ne correspondent pas à la période de concertation.

En conséquence :

Nous demandons qu'une vraie concertation avec les administrés soit mise en place avant
l'approbation de la modification n°3 du PLU.

Groupe Transparence et Perspectives

Madame le Maire demande l'avis des élus.

Puis, elle soumet l'amendement au vote du Conseil Municipal :

Nombres d'élus présents : 12

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)

Pour : 5

**Contre : 10 (Marie-Claude AGULLANA, Xavier BARRABES, Stéphane GRAS, Anaïs BOUTERET, Christophe HELLIES,
Emmanuel BUVAT, Fanny BREAUD, Marion MARTRET, Franck OLIVAUD, Marion SPARIAT)**

Abstention : 0

L'amendement est rejeté à la majorité des voix.

Exposé

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles la modification n°3 du plan local d'urbanisme de la commune a été engagée. Par délibération du 3 juillet 2023, le Conseil Municipal de Le Tourne a engagé une procédure de modification du PLU pour répondre aux besoins de mixité urbaine et sociale du parc de logement communal et permettre la réalisation d'un programme de logements sociaux ou intermédiaires dans les secteurs de Bas Plantey et de Moulin Carreyre.

Le projet de modification n°3 porte sur les points suivants :

- le règlement écrit et graphique avec :
 - o le classement de parcelles situées dans le secteur Bas Plantey en les faisant passer de la zone UC à un secteur UAs nouvellement créé pour la création de logements sociaux ou intermédiaires
 - o le classement de parcelles situées dans le secteur Moulin Carreyre en les faisant passer de la zone US au secteur UAs nouvellement créé et en zone N
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation : définition de principes d'aménagement pour les secteurs concernés
- le rapport de présentation en conséquence des modifications précitées

Le 23 janvier 2024, la commune de Le Tourne a transmis à l'Autorité environnementale le dossier de consultation permettant de recueillir son avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale. Le 18 mars 2024, l'Autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale. Par délibération n°2024-04-12 du Conseil Municipal en date du 3 avril 2024, la commune de Le Tourne a confirmé sa volonté de ne pas réaliser une évaluation environnementale pour la procédure de modification n° 3 du PLU dès lors qu'il résultait du dossier de saisine de l'Autorité environnementale que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement.

Le projet de modification n° 3 du PLU a été transmis pour avis aux personnes publiques associées.

En date du 23 avril 2024, le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux a désigné Madame Inès PRIAT, Géographe-Cartographe Urbaniste, en qualité de commissaire-enquêteur. Par arrêté municipal 2024-016 en date du 4 juin 2024, l'enquête publique a été prescrite et s'est déroulée du lundi 24 juin 2024 à 9H00 au mercredi 24 juillet 2024 à 12H00. L'ensemble des délibérations, arrêtés et avis ont été joints au dossier mis à disposition du public.

Au cours de ses 4 permanences, le commissaire enquêteur a reçu des personnes et consigné les observations dans le registre d'enquête. A l'issue de l'enquête publique, la commune a réceptionné le 30 juillet 2024 le procès-verbal de synthèse, auquel il a été répondu par un mémoire le 1^{er} août 2024. Le commissaire enquêteur a formulé un avis favorable au projet de modification du PLU en date du 24 août 2024.

Les résultats de l'enquête publique ont conduit à apporter des ajustements mineurs au projet de modification n°3 du PLU pour prendre en compte certaines observations du public.

Délibération soumise au vote

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants, R 153-20 et R 153-21, L. 153-25, L. 153-26 et L. 153-44

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de l'aire métropolitaine bordelaise approuvé par délibération du Comité Syndical du SYSDAU en date du 13/02/2014

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 2004 ayant approuvé le PLU de la commune de LE TOURNE

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 janvier 2006 ayant approuvé la modification n° 1 du PLU de la commune de LE TOURNE

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 novembre 2019 ayant approuvé la modification n° 2 du PLU de la commune de LE TOURNE

Vu la délibération n°2023-07-04 du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2023 prescrivant la modification du Plan Local d'Urbanisme et définissant les modalités de concertation

Vu le projet de modification n° 3 du PLU et l'exposé de ses motifs

Vu la décision de l'Autorité Environnementale du 18 mars 2024 de ne pas soumettre le projet de modification n° 3 du PLU à évaluation environnementale

Vu la délibération n°2024-04-12 du Conseil Municipal en date du 3 avril 2024 décidant de ne pas réaliser une évaluation environnementale sur avis conforme de la MRAe

Vu la notification du projet aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme

Vu les avis des personnes publiques associées

Vu l'arrêté municipal 2024-016 en date du 4 juin 2024 prescrivant l'enquête publique du projet de modification n° 3 du PLU

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 24 août 2024 donnant un avis favorable au projet de modification du PLU

Considérant que les résultats de l'enquête publique ont conduit à apporter des ajustements mineurs au projet de modification n°3 du PLU pour prendre en compte certaines observations du public

Considérant que le projet de modification n° 3 du PLU, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé conformément au Code de l'urbanisme

Entendu l'exposé de Madame le Maire,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à la majorité,

- APPROUVE la modification n° 3 du plan local d'urbanisme telle qu'elle apparaît au dossier annexé à la présente délibération

- DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal local habilité à publier les annonces légales et diffusé dans le département

- DIT que, conformément à l'article L.153-22 du Code de l'Urbanisme, le dossier de modification n° 3 du PLU approuvée est tenu à la disposition du public en Mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture au public et sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 du Code de l'Urbanisme

- DIT que la présente délibération accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui est annexé sera transmise au préfet

- DIT que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité précitées

- CHARGE Madame le Maire de toutes démarches relatives à cette décision

Nombres d'élus présents : 12

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)

Pour : 10

Contre : 5 (Françoise DUTRENIT, Philippe BERTHEAU, Denis LACOSTE, Michelle GRIMEAU, Michel TAILLET)

Abstention : 0

**Le Maire,
Marie-Claude AGULLANA**



Envoyé en préfecture le 18/10/2024

Reçu en préfecture le 18/10/2024

Publié le



ID : 033-213305345-20241016-DCM20241002-AU